



PRÉFÈTE DE LOT-ET-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service Environnement
Forêt Chasse Nature

Arrêté préfectoral n° classant le pigeon ramier comme espèce susceptible d'occasionner des dégâts et définissant les périodes et modalités de sa destruction dans le département de Lot-et-Garonne pour la campagne 2018/2019

La Préfète de Lot-et-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.120.1, L. 425-2, L.427-8, R. 427-6, R. 427-8 et R. 427-13 à R. 427-18, R. 427-21 et R. 427-25 ;
- Vu** la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et notamment son article 157 ;
- Vu** le décret n°2012-402 du 23 mars 2012 relatif aux espèces d'animaux classés nuisibles ;
- Vu** le décret n° 2016-115 du 4 février 2016 relatif à diverses dispositions cynégétiques ;
- Vu** le décret du 21 novembre 2018 portant nomination de Madame Béatrice LAGARDE en qualité de Préfète de Lot-et-Garonne ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 avril 2012 pris pour l'application de l'article R. 427-6 du code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'être classés nuisibles par arrêté du préfet ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 juin 2010 relatif aux règles de sécurité publique à observer dans le département de Lot-et-Garonne ;
- Vu** l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 17 mai 2019 ;
- Vu** la consultation du public du 16 mai au 5 juin 2019 via le site internet de la préfecture du département de Lot-et-Garonne ;
- Considérant** la demande de classement du pigeon ramier, comme une espèce susceptible d'occasionner des dégâts, émanant des présidents de la fédération départementale des chasseurs et de la chambre d'agriculture du Lot-et-Garonne;
- Considérant** les risques de dégâts, en période sensible, (semis de printemps de cultures protéagineuses et oléagineuses) et l'intérêt de la prévention de dommages importants aux activités agricoles ;
- Considérant** les résultats des études de l'impact des pigeons ramier sur les cultures d'oléagineux et de protéagineux ;
- Considérant** que les méthodes alternatives à la régulation des pigeons ramiers ne donnent pas de résultat satisfaisant ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le pigeon ramier est classé comme espèce susceptible d'occasionner des dégâts du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 sur l'ensemble du département de Lot-et-Garonne.

Article 2 : L'exercice du droit de destruction par les particuliers est précisé par l'article R. 427-8 du code de l'environnement :

" Le propriétaire, possesseur ou fermier, procède personnellement aux opérations de destruction des animaux nuisibles, y fait procéder en sa présence ou délègue par écrit le droit d'y procéder.

Le « délégataire » ne peut percevoir de rémunération pour l'accomplissement de sa délégation " .

Article 3 : Le pigeon ramier peut être détruit à tir entre le 1^{er} et le 31 mars, **sur autorisation préfectorale individuelle** délivrée par le préfet. La période de destruction à tir peut être prolongée jusqu'au 31 juillet, **sur autorisation préfectorale individuelle** délivrée par le préfet et dès lors qu'il n'existe aucune autre solution satisfaisante.

Article 4 : La destruction à tir du pigeon ramier est autorisée uniquement dans ou à proximité immédiate des cultures de céréales et d'oléo-protéagineux. Le tir doit s'effectuer à poste fixe matérialisé de main d'homme. Ce poste doit être installé à l'intérieur ou en limite des cultures. Le tir dans les nids est interdit.

Article 5 : A l'issue des opérations de destruction, un compte-rendu devra être adressé à la fédération départementale des chasseurs **avant le 30 septembre 2020**.

Article 6: Des recours gracieux auprès du préfet, et hiérarchique, auprès du ministère de la transition écologique et solidaire, peuvent s'exercer dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision. Elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de la notification, ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, à compter de la réponse ou du rejet implicite de l'autorité compétente.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Marmande-Nérac, et le sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot, les maires du département, la directrice départementale des territoires, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Lot-et-Garonne, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le Lot-et-Garonne et affiché dans toutes les communes du département par les soins des maires.

Agen, le